

I Les dynamiques économiques dans les territoires palestiniens

25 février 2011

(résumé d'un article de Julien Salingue : « les dynamiques économiques dans les territoires palestiniens (1967-2010) intégration inégale, de-développement et économie casino », avril 2010)

Dans quelle mesure peut-on parler de l'économie palestinienne ??

a) *Economie (dé)structurée par l'occupation israélienne :*

Intégration inégale de l'économie palestinienne : c'est à dire un rapport de subordination de l'économie palestinienne à l'économie israélienne.

- Depuis 1967, 90 à 95% des importations palestiniennes sont israéliennes ;
- La circulation des marchandises au sein de territoires palestiniens est soumise à l'autorisation d'Israël ;
- Israël a mis en place d'une économie de sous-traitance en délocalisant ses productions les moins valorisantes et les plus polluantes dans les territoires.

(Par exemple : Bethléem industries plastiques et pharmaceutiques)

Modèle de dé-développement

- Economie périphérisée : dépendance vis-à-vis d'Israël des villes principales mais aussi des villages alentour qui ne sont pas rattachés aux villes ;
- Economie qui ne maîtrise pas ses priorités en terme d'investissements et de développement : tout projet dépend de l'aval israélien qui se fera dans le cadre de l'intégration inégale ;
- Economie avec des capitaux qui fuient vers l'étranger : les palestiniens préfèrent placer leur argent dans des banques étrangères plutôt que des succursales israélienne, le système bancaire palestinien étant très limité ;
- Economie captive de l'économie israélienne : la production est adaptée aux besoins des israéliens et permet de réguler leur marché intérieur.

Le processus de dé-développement détruit les bases même de tout développement et empêche l'émergence d'un système économique palestinien

b) *Les accords d'Oslo et la poursuite du dé-développement*

La logique d'Oslo

Rupture entre la période pré-oslo et celle qui s'ouvre dès 1994 :

- Création d'une administration indigène (zone A) ;
- Fragmentation des territoires palestiniens en zones de statuts divers ;
- Maintien officiel du contrôle israélien (zone c établie sur 82% du territoire et contrôle des frontières avec la Jordanie et l'Egypte)

- Transfert à l'autorité palestinienne des responsabilités qui échoient à l'occupant : services sociaux, école, santé...
- Report à des négociations sur le statut final des questions clés : Jérusalem Est , les réfugiés, les colonies.

Les accords économiques

1994 : les accords d'Oslo font perdurer l'intégration inégale et le dé-développement :

- Israël conserve le contrôle sur les frontières et l'espace aérien des territoires occupés ;
- Les importations palestiniennes sont soumises à accord par le biais d'un « comité économique conjoint » ;
- Alignement de la TVA palestinienne sur la TVA israélienne : rend les produits palestiniens peu compétitifs pour les marchés arabes ;
- Le nouveau système bancaire ne favorise pas les emprunts et le crédit : fuite des capitaux à l'étranger

La majorité des échanges économiques se fait en tête à tête avec Israël : plus de 90%

L'arme politique

- Emprise israélienne sur la majorité des terres palestiniennes, des ressources énergétiques (+ saisie des terres pour la colonisation et la construction du mur) empêche l'extension des exploitations agricoles et/ou des zones industrielles ;
- Procédures sécuritaires : augmente le coût de l'exportation et de l'importation des marchandises ;
- Isolement progressif de Jérusalem-Est
- Bouclage des zones autonomes : réduction du nombre de salariés palestiniens en Israël, réduction des possibilités de commercer, réduction de la production, explosion du chômage et de la pauvreté.

Entre 2000 et 2005 : baisse du PIB de 35% par rapport à 1994-1999

Pour Sara Roy il y a une *enclavisation économique et sociale* qui correspond à une autarcisation de l'économie (éloignement des marchés internationaux vers des zones inter autonomes), une production locale pour un marché local.

Seuls les secteurs du tourisme et de la construction sont rentables.

c) *Au-delà de l'occupation, l'échec de la stratégie palestinienne et internationale*

Le rôle économique de l'autorité palestinienne

Avec les accords d'Oslo, émergence de l'autorité palestinienne et reconfiguration de la scène économique palestinienne (également politique et sociale).

3 caractéristiques :

- Construction d'un appareil d'état difforme : l'AP est le 1^{er} pourvoyeur d'emploi avec des disparités : la ½ des salariés de l'AP appartiennent aux forces de sécurité , alors que moins d'1/3 du budget est dédié au développement des services sociaux (santé, éducation) et une portion négligeable au développement économique
- Développement exponentiel du clientélisme : monopole de l'AP sur les recrutements, les droits de douane et l'aide internationale. Ce monopole sert à alimenter un vaste réseau de clientélisme qui se traduit par la prépondérance des investisseurs étrangers en lien avec l'AP au détriment des entrepreneurs locaux ;
- Approfondissement de la dépendance économique : dépendance de l'AP pour son fonctionnement.

L'AP est un rentier qui ne dépend que de l'aide extérieure ce qui explique le phénomène de sa dépolitisation.

De la dépendance économique à la dépendance politique

La situation de dé-développement et les choix économiques de l'Autorité palestinienne ont accru la dépendance de l'économie palestinienne vis-à-vis des pays donateurs.

20007 : élection du Hamas et représailles internationales avec l'arrêt de l'aide et la quasi banqueroute de l'AP.

Salam Fayyad devient 1^{er} ministre : retour des aides sous condition :

- Reprise de négociations avec Israël ;
- Refonte des services de sécurité ;
- Répression contre le Hamas ;
- Désarmement des dernières cellules de résistance.

Fayyad a « clarifié » les comptes de l'AP et mis un certain coup d'arrêt aux pratiques clientélistes.

- Faveurs aux investisseurs étrangers (au détriment des entrepreneurs locaux) avec des exonérations d'impôts ;
- Développement des secteurs les plus rentables (commerce d'appartement de luxe à Ramallah, nouvelles lignes de tel mobile)
- Priorité au secteur de la sécurité (investissement supérieur aux secteurs cumulés de la santé et de l'éducation)

La croissance palestinienne en 2009 est de 7 % mais elle est caractérisée par de très fortes disparités :

- Seuls les secteurs de la construction et des services ont des indicateurs en hausse : respectivement +22% et 11% alors que la production industrielle stagne et que la production agricole chute ;
- Le montant investi dans les projets de développement est de 400Millions alors que le plan Fayyad en prévoyait 1.5 milliard ;
- Disparité entre enclaves économiques (Gaza et la Cisjordanie) et à l'intérieur de la Cisjordanie (Ramallah et Bethléem sont des régions hyper dynamiques alors que les villes du Nord sont sous investiesde même que les villages)
- Dépendance économique totale vis-à-vis des donateurs ;
- Le chômage est en baisse mais 2/3 des foyers vivent sous le seuil de pauvreté.

Dans le même temps Israël a renforcé son contrôle sur les territoires palestiniens en développant des outils de cœrcition de plus en plus élaborés. Le territoire est un ensemble fragmenté d'enclaves économiques et sociales isolées les unes des autres. Quant à la bande de Gaza, elle se retrouve dans une crise économique et sociale sans précédent.

Economie soumise qui intègre le capitalisme mondial qui a pour effet de dépolitiser et d'aggraver la situation : sous un régime colonial, c'est un renforcement de l'économie coloniale.

PRDP : Palestinian Reform and Development Plan 2008-2011

Présenté à la conférence des donateurs de Paris en décembre 2007, le PRDP vise à assainir la situation financière de l'Autorité palestinienne. Basées sur une série de propositions détaillées rédigées par la Banque Mondiale et autres organismes financiers internationaux, les grandes lignes du PRDP sont devenues le cadre directeur d'une politique économique, en particulier dans les secteurs de Cisjordanie.

L'objectif est de stabiliser l'économie palestinienne en réduisant les dépenses et en réaffectant les fonds vers des secteurs productifs plus propices à la croissance. A moyen terme, l'Autorité palestinienne envisage de réduire le déficit budgétaire d'environ 28% du PIB en 2007 à 17% en 2010. Ce plan suppose la mise en œuvre par l'AP d'un programme de réduction budgétaire, la mise en place d'un programme d'appui au

secteur privé, et levée des restrictions au déplacement et au commerce mises en place par Israël.

- L'AP s'est engagée à couper 21% des emplois du secteur public d'ici à 2010. (soit une estimation 40.000 emplois) et de ne pas augmenter les salaires du secteur public pendant les trois prochaines années ;
- Peu de concertation et de consultation avec la société civile et inégale selon les ministères ;
- Concentration des projets en zone A ;
- Sert de cadre à l'aide internationale.

Le PRDP est caractérisé par :

- La privatisation du secteur public : affaiblissement notable des ministères de la santé et de l'éducation ;
- Un appareil sécuritaire très développé : 35% du budget vers la sécurité et plus de la moitié des employés de l'AP appartiennent aux services de sécurité ;
- Une croissance en partie artificielle soutenue par les donateurs étrangers et dont l'impact social semble faible.

- **Emplacement :** Vous êtes ici : Accueil > Agir > Formations > Monter son projet > Les Territoires palestiniens et le développement >

- **Adresse de cet article :**
<https://plateforme-palestine.org/l-Les-dynamiques-economiques-dans-les-territoires-palestiniens>